

Montréal
Québec
Toronto
Ottawa
Edmonton
Philadelphie
Denver
Tampa



Perceptions des Québécois à l'égard d'une commission d'enquête publique sur la corruption dans le monde municipal

Rapport d'étude
21 octobre 2009

Méthodologie

- À l'aide d'une méthode d'échantillonnage sophistiquée répliquant les conditions d'un échantillon aléatoire simple probabiliste, la présente étude a été réalisée par Internet le 20 octobre 2009, auprès de 505 personnes représentatives, âgées de 18 ans et plus et habitant au Québec. Dans les mêmes conditions, un échantillon probabiliste de cette taille présenterait une marge d'erreur statistique de +/- 4%, 19 fois sur 20.
- Les données finales du sondage ont été pondérées selon l'âge, le sexe, la langue maternelle, le degré de scolarité, la composition du foyer (avec ou sans enfant) et la région, de façon à garantir un échantillon représentatif de la population québécoise.

Les Québécois font davantage confiance aux politiciens municipaux qu'aux politiciens provinciaux ou fédéraux

Q1. De façon générale, faites-vous confiance ou non:
(n=505)

	% OUI	% NON	% NSP/REFUS
Politiciens municipaux	36%	54%	10%
Politiciens provinciaux	26%	66%	8%
Politiciens fédéraux	25%	67%	8%

73% des Québécois sont d'avis que la situation de corruption, de truquage d'appels d'offre et de financement illicite est généralisée dans le monde municipal

Q2. Les cas allégués de corruption, de truquage d'appels d'offre et de financement illicite à Montréal ou dans d'autres villes sont-ils à votre avis des cas isolés ou êtes-vous plutôt d'avis que cette situation est généralisée dans le monde municipal?

(n=505)

	%
La situation est généralisée	73%
Ce sont des cas isolés	18%
Ne sait pas / Refus	9%

65% des Québécois n'ont pas confiance en la capacité du gouvernement du Québec de régler les problèmes d'éthique dans le monde municipal

Q3. Avez-vous confiance ou non en la capacité du gouvernement du Québec de régler les problèmes d'éthique dans le monde municipal ?

(n=505)

	%
Oui	24%
Non	65%
Ne sait pas / Refus	11%

Les Québécois souhaitent massivement la tenue d'une commission d'enquête publique sur les allégations de corruption, truquage d'appels d'offre ou financement illicite touchant au monde municipal

Q4. Souhaitez-vous ou non que le gouvernement du Québec tienne une commission d'enquête publique sur ces allégations de corruption, truquage d'appels d'offre ou financement illicite touchant au monde municipal ?

(n=505)

	%
Oui	76%
Non	17%
Ne sait pas / Refus	7%